

**MARCHÉS DES ORGANISMES
DE SECURITE SOCIALE**

Code de la commande publique
du 1^{er} avril 2019 et ses annexes

L'Arrêté du 19 juillet 2018, portant
réglementation sur les marchés passés
par les Organismes de Sécurité Sociale

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET PARTICULIERES (CCAP)

Objet de l'accord-cadre :

**Accompagnement managérial collectif
pour la Caf de la Moselle**

N° du marché : 2025Mserv02

Identification de l'organisme

Caisse d'Allocations Familiales de la Moselle
4, boulevard du Pontiffroy
57774 Metz Cedex 9

Date et heure limites de remise des offres :

Jeudi 11 décembre 2025 à 16 heures

SOMMAIRE

ARTICLE 1- OBJET	4
ARTICLE 2 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE	4
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE - DELAI D’EXECUTION.....	4
ARTICLE 5 – REGLEMENTATION	4
ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
ARTICLE 7 – MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE.....	5
ARTICLE 8 – OBLIGATIONS RECIPROQUES	5
ARTICLE 9 – CONDITIONS FINANCIERES	7
ARTICLE 10 – PENALITES.....	8
ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 12 – SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	9
ARTICLE 13 – CLAUSE DE REEXAMEN	9
ARTICLE 14 – ETENDUE ET LIMITES DU ROLE DU TITULAIRE.....	10
ARTICLE 15 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES.....	10
ARTICLE 16 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE.....	10
ARTICLE 17 – REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	11
ARTICLE 18 – REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ..	11
ARTICLE 19 – OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL.....	12
ARTICLE 20 – RESILIATION	12
ARTICLE 21 – DIFFERENDS ET LITIGES.....	13
ARTICLE 22 – DEROGATIONS DU CCAP AU CCAG PI	13

Préambule

Les parties contractantes sont :

D'une part, la caisse d'Allocations Familiales de la Moselle (Caf57) désigné dans le marché par « l'Organisme contractant » ou « le pouvoir adjudicateur »,

dont le siège social est situé au 4 Boulevard du Pontiffroy, 57774 METZ CEDEX 9.

L'Organisme contractant est représenté à la signature du marché et pour tout avenant éventuel par son Directeur, Monsieur Laurent Ponté ou son délégué,

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de l'organisme contractant, Madame Sabine Banyasz.

D'autre part, le titulaire du marché, désigné dans le marché par l'expression « le Titulaire ».

Dès notification du marché, le titulaire désigne une personne physique qui le représente pour tout ce qui concerne l'exécution du marché.

Cette personne, chargée de la conduite des prestations, devra avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires.

ARTICLE 1- OBJET

Le présent cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) fixe les conditions de l'accord-cadre mono-attributaires avec émission de bons de commandes, que l'Organisme contractant entend passer pour la réalisation de prestations **d'accompagnement collectif de sa communauté managériale dans le cadre d'une transformation organisationnelle et stratégique en cours. Cet accompagnement devra répondre aux besoins de renforcement managérial, d'adhésion au changement, de cohésion d'équipe et de diffusion d'une culture managériale positive et bienveillante.**

Le contenu et les caractéristiques des prestations attendues figurent au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de l'accord-cadre.

ARTICLE 2 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

La présente procédure est passée selon une **procédure adaptée (MAPA)** en application des articles R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique en vigueur au moment de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence mis en ligne.

La technique d'achat choisie est l'accord-cadre en vertu de l'article L. 2125-1-1° du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Sans objet

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ - DELAI D'EXECUTION

Le marché est conclu pour une durée initiale de un an, à compter de la date de prise d'effet.

Le marché est reconduit de manière tacite en application de l'article R2112-4 du code de la commande publique, par période d'une (1) année, il pourra être reconduit deux (2) fois, sans toutefois que sa durée totale puisse excéder 3 ans. En cas de non-reconduction, la Caf de la Moselle informe le Titulaire au moins trois (3) mois avant la date anniversaire de notification du marché.

La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au titulaire.

Les bons de commande pourront être conclus pendant les trois (3) années de l'accord-cadre.

Les prestations prévues pourront s'exécuter jusqu'à 3 mois après la fin de validité de l'accord-cadre.

La date de début d'exécution des prestations est prévue début janvier 2026.

ARTICLE 5 – REGLEMENTATION

L'accord-cadre est un marché de Prestations Intellectuelles par référence aux Cahiers des Clauses Administratives Générales et techniques applicables aux Marchés Publics de Prestations Intellectuelles (CCAG.PI).

Il est mono-attributaire, à bons de commandes au sens de l'article L2125-1 et de l'article R2162-13 et 14 du code de la commande publique.

Il sera passé sans minimum et avec un maximum arrêté à 15 000 € HT soit 45 000 € HT pour toute la durée du marché (montant cumulé avec 2 reconduction soit sur 3 ans) au sens de l'article R2162-4 alinéa 2 du code de la commande publique.

Les bons de commande seront émis à l'un des trois titulaires suivant les modalités décrites à l'article 7 du présent CCAP.

Il est passé par l'Organisme contractant, dans le cadre de la réglementation applicable par les Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général, selon l'article L.124-4 du Code de la Sécurité Sociale et selon l'arrêté du 19 juillet 2018 relatif aux marchés des Organismes de sécurité sociale, conformément aux dispositions du Code de la Commande publique, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Prestations Intellectuelles (CCAG PI) (arrêté du 30 mars 2021 paru au Journal Officiel du 1er avril 2021).

Elle est soumise aux dispositions :

- Code de la commande publique du 1er avril 2019 et ses annexes,
- De l'arrêté du 19 juillet 2018 portant sur la réglementation des marchés des organismes de Sécurité Sociale (Jorf n° 0171 du 27 juillet 2018),
- Du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Prestations Intellectuelles (CCAG PI) (Arrêté du 30 mars 2021 paru au Journal Officiel du 1er avril 2021).

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature par le titulaire du présent contrat.

Les parties contractantes déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter.

ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG PI, le marché sera constitué des pièces suivantes, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

Pièces particulières :

- 1) L'ATTRI1 (Acte d'engagement) du titulaire et ses annexes :
 - Le cadre de décomposition des prix global et forfaitaire,
 - Le Mémoire technique contractuel,dûment complété, daté, signé, accepté et signé par le représentant légal du Pouvoir Adjudicateur.
- 2) Le Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'Organisme contractant fera foi en date du 7 novembre 2025 ;
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'Organisme contractant fera foi en date du 7 novembre 2025 ;

Pièces générales :

- 1) L'arrêté du 19 juillet 2018 (JO du 27 juillet 2018), portant règlement sur les marchés publics passés par les Organismes de Sécurité Sociale ;
- 2) Le code de la commande publique ;
- 3) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Prestations Intellectuelles (CCAG PI) Arrêté du 30 mars 2021 paru au Journal Officiel du 1er avril 2021 ;
- 4) Les normes et règlements en vigueur.

En cas de contradiction, ou de divergence entre plusieurs documents contractuels, ils prévalent dans l'ordre dans lesquels ils sont énumérés.

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le titulaire (conditions générales de vente du titulaire, tarifs, documentation...), et contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

Cette liste n'est pas exhaustive, le candidat s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation ayant trait à sa profession ainsi que les règles du code du travail.

En cas de sous-traitant, le formulaire DC 4 sera à utiliser (site du MINEFI).

Nota : le(s) sous-traitant(s) devra alors fournir les formulaires DC1, DC2 et ATTRI1 le concernant.

ARTICLE 7 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

L'attribution des bons de commande sera faite au gré des attendus des missions.

Les modalités d'exécution du marché sont décrites au CCTP du 7 novembre 2025.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS RECIPROQUES

8.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS A VIS DES MANAGERS ACCOMPAGNES

L'Organisme contractant sera particulièrement vigilant sur le respect que le Titulaire du marché témoignera vis à vis des managers à accompagner :

- Respect des stipulations du marché, des modalités d'organisation et de suivi de la mission fixées lors de la réunion de cadrage et de lancement ;
- Organisation des échanges et respect des règles de confidentialité indispensables dans le cadre de l'établissement d'une relation de confiance avec les managers accompagnés ;
- Conditions et délais de restitution des livrables.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toute disposition nécessaire pour assurer la continuité de la prestation.

8.2. OBLIGATION DU TITULAIRE VIS A VIS DE L'ORGANISME CONTRACTANT

Le Titulaire s'engage à exécuter les obligations, découlant du marché avec tout le soin en usage dans sa profession et à utiliser les règles de l'Art du moment. Le Titulaire s'engage à mettre tous les moyens en oeuvre à sa disposition pour la réalisation de sa mission.

Il sera attendu du Titulaire du marché une qualité constante de la prestation, notamment une certaine permanence des équipes appelées à intervenir pour l'Organisme contractant.

Ainsi, considérant l'importance des aspects humains et relationnels dans la prestation, dans l'hypothèse où un membre de l'équipe en place viendrait à être remplacé en cours de contrat, l'Organisme contractant devra en être informé par écrit et le remplaçant devra être présenté à l'Organisme et recevoir son agrément.

8.3. OBLIGATION DU TITULAIRE EN TERMES DE CONFIDENTIALITE

Le Titulaire et son personnel se reconnaissent tenus au secret professionnel et à l'obligation de réserve pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auront connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés comme de lui-même.

L'activité de la caisse d'Allocations Familiales de la Moselle étant soumise à des règles très strictes du secret professionnel, le titulaire du marché s'engage à faire observer à son personnel les règles de confidentialité qui lui seront fixées.

Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, personnes morales ou physiques, sans l'accord préalable de l'Organisme contractant. Les documents et autres supports d'informations fournis au titulaire et ce, de quelque nature qu'ils soient, sont strictement couverts par le secret professionnel (articles 226-3 et 226-17 à 226-24 du Nouveau Code Pénal) et soumis à l'article 34 de la loi n° 78-17 du 06 Janvier 1978 modifié par la loi n°204-801 du 06 août 2004).

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour la sauvegarde du caractère confidentiel de ces informations portées à sa connaissance.

Le titulaire et son personnel devront faire preuve de la plus grande discrétion. Le titulaire s'engage donc à prendre toutes les mesures utiles pour la sauvegarde du caractère confidentiel des informations véhiculées ainsi qu'à prendre toutes précautions utiles afin de préserver leur sécurité. À ce titre il s'engage notamment à :

- ne pas utiliser les documents ainsi que les informations traitées à d'autres fins que celles spécifiées au présent marché,
- ne pas communiquer les documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques que celles qui ont qualité pour en avoir connaissance,
- respecter et à faire respecter par son personnel le secret des documents et informations traités et à prendre toutes les dispositions utiles pour la sauvegarde de ce caractère confidentiel.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'Organisme ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité marché.

8.5. OBLIGATION DU TITULAIRE EN TERMES DE SECURITE DES INFORMATIONS

Le Titulaire doit veiller à prendre toute précaution utile afin de préserver la sécurité des informations, et notamment empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non autorisés. Il est interdit d'enregistrer des informations relatives aux opinions, origines ou appartenances politiques, syndicales ou religieuses.

D'une manière générale, le Titulaire est lié par des obligations prescrites par la loi Informatique et Libertés, dans le cadre des recommandations de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (C.N.I.L.), ainsi que pour les règles contenues dans le Règlement Général de Protection des Données (R.G.P.D).

Le titulaire s'engage, dans ce cadre, à ne conserver aucune donnée personnelle concernant les personnes accompagnées à l'issue de la réalisation de chaque bon de commande.

8.6. OBLIGATION DE L'ORGANISME CONTRACTANT

L'Organisme contractant s'engage à :

- mettre à disposition du Titulaire les informations utiles à la réalisation de la mission,
- désigner les représentants référents qui seront les interlocuteurs du titulaire pour la gestion et le contrôle des prestations.

Ces responsables nommément désignés seront les seuls habilités à dialoguer avec le titulaire ou ses représentants.

ARTICLE 9 – CONDITIONS FINANCIERES

9.1 DETERMINATION DES PRIX

Les prix de règlement des prestations, objet de l'accord-cadre sont établis dans le cadre de décomposition des prix annexés à l'ATTRI 1.

9.2 CONTENU DES PRIX

Les prix sont précisés en euros € et toutes taxes comprises (TTC).

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire, qui n'aurait pas été mentionné dans le cadre de décomposition des prix annexés à l'ATTRI 1 (acte d'engagement).

Les prix proposés sont fermes, non révisables et non ajustables pendant la première période de douze mois d'exécution du marché. Ils seront ensuite révisables annuellement.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres ce mois est appelé "mois zéro".

Les coûts forfaitaires, comme ceux qui relèvent d'un coût unitaire (coût horaire) faisant l'objet de l'accord-cadre comprennent tous les frais nécessaires à la réalisation de la prestation et notamment les frais de déplacements, les supports nécessaires à la prestation et d'une manière générale toutes les sujétions y afférant. Ils comprennent également tous les frais afférents à l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation (cession de droits, assurances,...)

9.3. MODALITES DE REVISION DES PRIX

Les prix proposés sont fermes, non révisables et non ajustables pendant la première période de douze mois d'exécution du marché. Ils seront ensuite révisables annuellement selon la formule suivante :

$$Pr = Po (ICHT-N / ICHT-No)$$

dans laquelle :

Pr = prix révisé HT.

Po = prix d'origine

ICHT-N = valeur de l'indice mensuel coût de la main d'oeuvre – coût horaire du travail – Tous salariés – services administratifs et soutiens aux entreprises connu à la date de révision des prix. (Identifiant INSEE 001565196)

ICHT-No = valeur de l'indice mensuel coût de la main d'oeuvre – coût horaire du travail – Tous salariés – services administratifs et soutiens aux entreprises connu à la date d'établissement des prix.

Les prix révisés validés par les titulaires et le pouvoir adjudicateur s'appliquent à compter du premier jour du mois suivant la date de révision des prix.

9.4. CLAUSE BUTOIR

La révision des prix ne saurait en aucun cas conduire à une augmentation annuelle supérieure à 5 % des prix proposés à la consultation ou à la dernière révision tarifaire acceptée.

9.5. CLAUSE DE SAUVEGARDE

Toutefois, dans la mesure où les prix révisés à la hausse viendraient à dépasser le seuil annuel de 5% par rapport à ceux précédemment pratiqués, l'Organisme contractant se réserve le droit de résilier unilatéralement et sans indemnités le marché moyennant un préavis d'un (1) mois.

9.6. DELAIS DE PAIEMENT

En vertu de l'article 37 de la Loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 relative à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou par l'Organisme bénéficiaire ou, si elle lui est postérieure, à compter de la date du service fait constaté par le pouvoir adjudicateur ou l'Organisme bénéficiaire.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu. Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Organisme contractant, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire. Le défaut de paiement dans le délai maximum fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du

délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne augmenté de huit points de pourcentage.

9.7. MODALITES DE PAIEMENT

L'Organisme contractant se libérera des sommes dues sur service fait sur présentation d'une facture détaillée précisant l'objet de la prestation réalisée (intitulé du bon de commande, nombre d'heures effectuées...), en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte courant bancaire dont le titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité complet.

Les pénalités, dont le titulaire pourrait être redevable, sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à lui faire.

9.8. MODALITES DE PRESENTATION DES FACTURES

Le titulaire du marché adressera à l'Organisme contractant les factures via la plateforme CHORUS PRO.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée ; toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou encore toute transmission sur support papier, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture non adressée via Chorus Pro, l'Organisme contractant informera le Titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'Organisme contractant informera le Titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le Titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET à savoir 780 004 032, qui l'identifiera en tant que destinataire de la facture,
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure,
- Le numéro d'engagement qui correspond au numéro de commande.

A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier la prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le Titulaire pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

9.9 Avances, acomptes et retenue de garantie

Il ne sera versé ni avance, ni acompte, et ne sera prélevé aucune retenue de garantie sur le présent accord cadre.

ARTICLE 10 – PENALITES

Les **pénalités** sont celles **prévues par les CCAG - PI (Cahiers des Clauses Administratives Générales prestations intellectuelles)**.

Pénalités pour manquement non fixées au CCAG-PI	Type	Valeurs (HT)	Précisions
Absence non justifiée à une réunion, séance d'accompagnement, séminaires... en présentiel comme en distanciel.	Forfaitaire	250 €	Le cotitulaire s'expose à la résiliation prévue à l'article 20.2 du présent CCAP en cas de 3 occurrences sur la durée de l'accord-cadre.

ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du client l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au client ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration spéciale mentionnant :

- a) la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitée sont précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités ;
- e) les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le silence du client gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Toutefois, lorsque la demande de sous-traitance est présentée avec l'offre du titulaire, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsque le sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant. En produisant soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré soit une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Dans tous les cas, l'opérateur économique principal demeure entièrement responsable vis-à-vis du client des prestations sous-traitées.

ARTICLE 12 – SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-PI, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

À défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du CCAG-PI.

ARTICLE 13 – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article 25 du CCAG-PI, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en oeuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché. Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

ARTICLE 14 – ETENDUE ET LIMITES DU ROLE DU TITULAIRE

Le titulaire intervient exclusivement dans le cadre des prestations définies par le présent accord-cadre et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Son rôle se limite à la réalisation des missions d'accompagnement managérial collectif telles que décrites dans ces documents.

Le titulaire n'a pas vocation à :

- Se substituer à la direction ou aux instances décisionnelles de l'Organisme contractant ;
- Prendre des décisions stratégiques ou organisationnelles pour le compte de l'Organisme contractant ;
- Réaliser des prestations hors du périmètre défini par le marché, sauf accord préalable formalisé par un avenant.

Le titulaire est tenu à une obligation de moyens et non de résultat. Il doit mettre en œuvre toutes les compétences, ressources et diligences nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre des missions, sans que cela implique une garantie de succès quant aux résultats attendus par l'Organisme contractant.

Toute intervention du titulaire doit respecter :

- Les règles de confidentialité et de sécurité définies dans le présent CCAP ;
- Les obligations légales et réglementaires applicables à sa profession ;
- Les instructions et validations préalables du pouvoir adjudicateur pour toute adaptation ou modification des modalités d'exécution.

ARTICLE 15 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

15.1 RESPONSABILITE EN CAS DE DOMMAGE

Le Titulaire doit garantir l'Organisme contractant contre les sinistres ayant leur origine dans les agissements de ses préposés. Il assume la responsabilité de la direction et l'exécution de la mission.

En conséquence, le Titulaire est responsable des dommages corporels, matériels et immatériels que ses préposés et lui-même pourraient causer aux personnes et aux biens dans le cadre de leurs activités.

15.2 ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité susceptible de garantir intégralement les conséquences pécuniaires de la responsabilité générale et/ou professionnelle qu'il peut encourir à titre contractuel, délictuel ou quasi délictuel, en cas de dommages corporels, matériels et/ou immatériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre.

Pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra, à tout moment, être en mesure de produire une attestation en ce sens, sur demande de l'Organisme contractant.

ARTICLE 16 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, à la forme de l'entreprise, à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination, à l'adresse du siège de l'entreprise, au capital-social de l'entreprise, et, généralement, à toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur. Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau Titulaire. Il doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité des prestations.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

ARTICLE 17 – REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Pour une bonne application de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985, il est dérogé à l'article 37.2 du CCAG PI par les dispositions suivantes, applicables en cas de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Organisme contractant. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le client adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi (faculté d'exiger la continuation des contrats en cours). En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée de plein droit.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée de plein droit sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, l'Organisme contractant pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice (trois mois maximum) ou résilier de plein droit le marché sans indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 18 – REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

18.1 REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Les parties respectent les obligations leur incombant en vertu de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier l'article 28 du règlement UE n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

L'exécution du présent marché peut placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis de l'Organisme contractant au sens de la réglementation relative à la protection des données personnelles (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 / Loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

En effet, est qualifiée de sous-traitant « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre Organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement » (art. 4 RGPD).

Or, le nouveau Règlement Européen de Protection des Données Personnelles (RGPD), entré en vigueur le 25 mai 2018, est venu fixer de nouvelles obligations pour les sous-traitants et notamment (art.28 et s. RGPD) de :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; Article 32 RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de l'Organisme contractant, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne ;
- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Fournir, le cas échéant, à l'Organisme contractant ou toute autorité d'enregistrement désignée, la liste exhaustive du personnel accédant aux données ;
- Apporter l'aide à l'Organisme contractant, en fonction de la nature du traitement, pour qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc ; Chap III RGPD, articles 32 à 36 RGPD) ;
- Mettre à disposition de l'Organisme contractant toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- Permettre à l'Organisme contractant de gérer toutes les obligations relatives à l'exercice des droits ;
- Informer l'Organisme contractant de toute instruction qui pourrait constituer une violation des dispositions du RGPD et de la loi dite « informatique et libertés » modifiée (Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018) ;
- Notifier à l'Organisme contractant, au plus tard dans les 48h, toute suspicion de violation de données, accidentelle ou non, traitées pour son compte dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations (Art. 33 RGPD) ;
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de l'Organisme contractant (Art. 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions prévues au marché, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, l'Organisme contractant rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein du marché qui lie le Titulaire à l'Organisme contractant et notamment celles relatives :

- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de l'Organisme contractant (suppression, destruction, retransmission de ces données),
- Aux règles relatives à la confidentialité.

Ainsi, sur demande de l'Organisme contractant, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) dans la mesure où le Titulaire est soumis à l'obligation d'en désigner un (Art. 37 RGPD).

18.2. TRAITEMENT DES DONNEES

Les données à caractère personnel s'entendent comme toute donnée permettant d'identifier directement ou indirectement une personne physique.

Le traitement de données à caractère personnel s'entend comme toute opération, ou ensemble d'opérations, portant sur de telles données (collecte, enregistrement, organisation, conservation, adaptation, modification, extraction, consultation, utilisation, communication par transmission diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, rapprochement ou interconnexion, verrouillage, effacement ou destruction, ...) quel que soit le procédé utilisé (manuel ou informatisé).

18.3 - INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES

Il appartient au Titulaire d'informer les personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le pouvoir adjudicateur avant la collecte de données.

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits notamment le droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, le droit à la limitation du traitement, le droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

ARTICLE 19 – OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

Le Titulaire s'engage à fournir spontanément à l'Organisme contractant, bénéficiaire des prestations, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail ainsi que l'attestation de vigilance datée de moins de 6 mois de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code la sécurité sociale émanant de l'Urssaf et la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail.

Faute de produire les documents précités, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 – RESILIATION

20.1 RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS A L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre peut être résilié en raison d'événements extérieurs au marché public dans les conditions définies à l'article 37 du CCAG PI.

20.2 RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES A L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre peut être résilié en raison d'événement liés au marché public dans les conditions définies à l'article 38 du CCAG PI.

20.3 RESILIATION POUR MAUVAISE EXECUTION :

L'Organisme contractant peut résilier le présent accord-cadre, avec l'un des cotitulaires, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Dans les hypothèses définies à l'article 39 du CCAG-PI ;
- Si le titulaire ne respecte pas les obligations de confidentialité définies à l'article 8.3 du présent CCAP ;

- En cas de non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents particuliers (CCTP, Bons de commande ou offre technique du titulaire) ou définies lors des réunions de cadrage et de lancement.

La résiliation pour mauvaise exécution doit être précédée d'une mise en demeure préalable restée infructueuse après un délai raisonnable. Lors de mauvaises exécutions successives pour le même motif, le pouvoir adjudicateur est dispensé d'une nouvelle mise en demeure : il pourra résilier immédiatement l'accord-cadre, quel que soit le délai écoulé entre la mise en demeure et la mauvaise exécution entraînant la résiliation.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du Titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en cas de défaillance du titulaire, de faire exécuter ces prestations à ses frais et risques (résiliation du marché public aux torts du titulaire et exécution à ses frais et risques), conformément à l'article 27 du CCAG-PI

20.4 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, le présent accord-cadre peut être résilié pour motif d'intérêt général, sans indemnisation, après information du titulaire dans un délai raisonnable. La résiliation pour motif d'intérêt général ne peut résulter que d'un courrier exprès adressé à l'ensemble des cotitulaires avec avis de réception.

ARTICLE 21 – DIFFERENDS ET LITIGES

Les recours relatifs à la passation des marchés peuvent s'exercer dans les cas et les conditions prévues par l'ordonnance du 7 mai 2009 et par le décret n°2009-1455 du 27 novembre 2009 relatifs aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique.

Les modalités d'instruction des référés sont définies par les articles 1441-1, 1441-2, 1441-3 du Code de procédure civile, et par les articles L.211-14, R.213-5-1 et D.211-10-2 du Code de l'organisation judiciaire.

Pour tout litige lié à la passation des contrats, le tribunal compétent est :

Tribunal Judiciaire de Nancy
Cité Judiciaire
Rue du Général Fabvier – 54035 NANCY
Téléphone : 03 83 90 85 00 - Courriel : tqi-nancy@justice.fr

ARTICLE 22 – DEROGATIONS DU CCAP AU CCAG PI

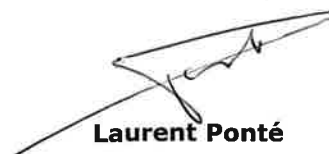
Le présent CCAP déroge au CCAG-PI notamment sur les points suivants :

Articles du CCAP dérogatoire	Articles du CCAG - PI visés par la dérogation	Nature de la dérogation
Article 6	Article 4.1	Pièces constitutives du marché
Article 17	Article 37-2	Redressement judiciaire
Article 20.4	Article 40	Résiliation pour motif d'intérêt général

Le représentant légal du pouvoir adjudicateur

A Metz, le 7 novembre 2025

LE DIRECTEUR,


Laurent Ponté

